

**COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGET****COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING**

du

van

MARDI 29 MARS 2011

DINSDAG 29 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 21 par Mme Muriel Gerkens, présidente.

01 Questions jointes de

- **M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le solde de financement SEC des pouvoirs locaux" (n° 3508)**

- **M. Steven Vandeput au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "les déficits des pouvoirs locaux" (n° 3562)**

01.01 Steven Vandeput (N-VA): Au mois d'octobre 2010, le premier ministre a déclaré aux médias que le déficit des pouvoirs locaux était principalement attribuable à des problèmes sur le plan de l'entité 2. La semaine passée, il a réitéré ces affirmations en séance plénière.

Selon M. Vanhengel, les chiffres réels sont inconnus à ce jour. Dans l'intervalle, des calculs réalisés par l'agence flamande "*Vlaams Agentschap voor binnenlands bestuur*" sur la base des budgets des communes laisseraient apparaître que ces dernières satisfont bel et bien aux objectifs budgétaires.

Le ministre prendra-t-il désormais en considération les données exactes?

Ce sujet nous amène à la norme SEC. En vertu de l'accord de coopération du 9 décembre 2009, un groupe de travail devait être mis sur pied en vue d'examiner les modalités et le contexte de l'application du SEC 1995 aux pouvoirs locaux. Ce groupe devait rendre un premier rapport le 19 mars.

À quelle fréquence ce groupe de travail s'est-il réuni? Les Communautés et Régions y étaient-elles représentées? Un rapport a-t-il été rédigé?

01.02 Guy Vanhengel, ministre (en néerlandais): Je suis heureux de pouvoir clarifier la situation par une approche objective et technico-juridique.

Commençons par la question des compétences. L'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose que le fonctionnement et, dès lors, la gestion financière des institutions provinciales et communales relèvent de la compétence des Régions. Ces dernières assument ainsi la responsabilité politique des objectifs budgétaires fixés pour les provinces et les communes.

Il convient d'opérer une distinction essentielle, au niveau des administrations locales, entre les budgets et les comptes. Lorsque l'Institut des Comptes Nationaux réalise des évaluations, il ne s'agit pas de budgets mais bien de comptes. Cette évidence n'en est apparemment pas encore une pour tout le monde.

La mauvaise qualité des comptes SEC 1995 des autorités locales constitue depuis de longues années déjà un point d'attention pour l'Institut des Comptes Nationaux, le Conseil supérieur des Finances et Eurostat. La Banque nationale rassemble toutes les données disponibles sur la base d'une année de référence et se fonde sur ces éléments pour établir les comptes. L'Institut des Comptes Nationaux, le Conseil supérieur des Finances et Eurostat considèrent que cette situation n'est pas optimale.

Pour pouvoir établir des statistiques plus correctes pour les autorités locales, l'Institut doit disposer des comptes des communes, des provinces, des zones de police locales et des CPAS, qui devraient être fournis sous une forme électronique, individuelle et uniformisée. L'Institut en fait la demande depuis 1980 déjà mais, apparemment, les Régions devraient consentir d'importants investissements et consacrer beaucoup de temps pour obtenir ce résultat.

En fait, il appartient aux Régions de régler le problème, le gouvernement fédéral n'est pas compétent en la matière. Pour débloquer la situation, il a été convenu dans le dernier accord de coopération – du 15 décembre 2009 sur les objectifs budgétaires 2009 et 2010 – qu'un groupe de travail se pencherait sur la question.

Ce groupe s'est réuni une première fois le 25 janvier 2010, avec les Communautés et les Régions. Lors de la deuxième réunion du 8 février 2010, à laquelle seule la Région flamande a participé, il a été établi qu'aucune avancée n'était possible en l'absence des informations demandées par l'ICN.

Pour l'heure, l'Institut ne dispose que des comptes des communes flamandes. En l'absence de renseignements similaires pour les autres Régions, l'Institut a dû se limiter à une approche globale des niveaux de pouvoir locaux.

Il est apparu, à la suite d'une concertation organisée les 14 et 15 mars avec des représentants de l'Institut des Comptes Nationaux, que des données sont disponibles depuis peu pour les communes des Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale. L'Institut devrait pouvoir disposer de ces données d'ici la fin du mois d'avril. L'ICN demande que chaque Région fournisse des efforts en vue de communiquer à court terme les comptes des provinces, des zones de police, des CPAS et des régions communales autonomes.

Dans le cadre du programme de stabilisation, la Belgique doit transmettre à la Commission européenne une estimation du solde de financement SEC des pouvoirs publics belges dans leur globalité, c'est-à-dire également des pouvoirs locaux, pour la mi-avril. Les pouvoirs locaux constituent l'entité 2 au même titre que les Communautés et Régions.

L'absence d'un engagement ferme des autorités de tutelle en matière d'objectifs budgétaires des pouvoirs locaux nous contraint à présent à nous fonder sur des extrapolations statistiques basées sur les comptes et les données de 1997 pour les CPAS et de 2001 à 2003 pour les communes. Ces chiffres ne sont pas disponibles par Région.

Les pouvoirs publics flamands ont proposé d'actualiser cette extrapolation et de se baser sur les données fournies par les communes jusqu'en 2009, mais cette solution ne permet pas une analyse prévisionnelle des prestations budgétaires probables des pouvoirs locaux.

Les lacunes dans la transmission d'informations au niveau local doivent donc être comblées de toute urgence. Le premier ministre et le ministre des Finances sont d'accord avec moi pour insister régulièrement sur ce point. Dans la correspondance y afférente, il faut particulièrement veiller à faire la différence entre le respect des budgets et le respect des comptes. Les Régions ont l'obligation de tenir les budgets en équilibre mais cela ne suffit pas à régler le problème de la dette. J'ai l'impression que, parfois pour des raisons d'agenda politique, on confond les deux, délibérément ou non.

01.03 Steven Vandeput (N-VA): Pour le programme de stabilité 2011, il faut connaître les objectifs budgétaires des autorités locales. L'information exacte est-elle déjà disponible actuellement?

01.04 Guy Vanhengel, ministre (*en néerlandais*): À cet effet, nous utilisons des estimations qui nous sont fournies par l'ICN mais il serait nettement préférable, bien sûr, d'avoir les chiffres exacts.

Concernant le pacte de stabilité, nous nous en tiendrons aux recommandations du Conseil supérieur des Finances. En sa qualité de partenaire objectif, il peut trancher la question. Le Conseil a défini pour le pacte de stabilité un trajet sur la base d'un débat auquel ont participé des membres du Conseil, des représentants

des pouvoirs fédéraux ainsi que des Communautés et des Régions.

Je puis communiquer ce trajet aux instances européennes mais, même dans ce cas, nous devons mener un débat interne sur la manière d'atteindre les objectifs. Il convient donc de convenir de partages entre les pouvoirs fédéraux et l'entité 2 et, au sein de l'entité 2, entre les Régions, les Communautés et les administrations locales.

01.05 Steven Vandeput (N-VA): En attendant, on donne l'impression que les communes doivent fournir un effort supplémentaire pour ce qui est du programme de stabilité.

01.06 Guy Vanhengel, ministre (en néerlandais): Les informations des pouvoirs locaux, des communes, des CPAS et des zones de police demeurent inconnues pour 2011. Les autorités de tutelle font défaut. De toute évidence, le groupe de travail n'avait pas la volonté d'y remédier.

Dans l'intervalle, ont été conclus avec la Commission européenne des accords fermes qui nous obligent à suivre un programme de stabilité. En fait, pareil programme de stabilité devrait être instauré en interne également, rendant les accords entre les différentes entités tout aussi contraignants.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 14 h 47.

De vergadering wordt geopend om 14.21 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Hendrik Bogaert aan de vice-eersteminister en minister van Begroting over "het ESR-vorderingensaldo van de lokale overheden" (nr. 3508)

- de heer Steven Vandeput aan de vice-eersteminister en minister van Begroting over "de tekorten bij de lokale overheden" (nr. 3562)

01.01 Steven Vandeput (N-VA): In oktober 2010 verkondigde de premier in de media dat de tekorten van de lokale overheden voornamelijk te wijten zijn aan tekortkomingen van entiteit 2. Vorige week vertelde hij iets gelijkaardigs in de plenaire vergadering.

Volgens minister Vanhengel zijn de echte cijfers vandaag onbekend. Intussen heeft het Vlaams Agentschap voor binnenlands bestuur een aantal berekeningen gemaakt op basis van de begrotingen van de gemeenten, waaruit zou blijken dat de Vlaamse gemeenten wel voldoen aan de begrotingsdoelstellingen.

Zal de minister voortaan rekening houden met de juiste gegevens?

Dat brengt ons bij de ESR-norm. Volgens het samenwerkingsakkoord van 9 december 2009 zou een werkgroep worden opgericht om de modaliteiten en het toepassingskader van de ESR 1995 op het niveau van de lokale overheden te onderzoeken. Deze werkgroep moest op 19 maart een eerste verslag uitbrengen.

Hoe vaak is die werkgroep samengekomen? Was er een vertegenwoordiging van de Gemeenschappen en Gewesten? Is er uiteindelijk een verslag opgesteld?

01.02 Minister Guy Vanhengel (Nederlands): Ik ben blij dat ik hierover duidelijkheid kan scheppen via een objectieve, technisch-juridische benadering.

Laten we beginnen met de bevoegdheidskwestie. Artikel 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zegt dat de Gewesten bevoegd zijn voor de werking van de provinciale en gemeentelijke instellingen. Hieronder valt ook het financieel beheer. Het zijn dus de Gewesten die de politieke verantwoordelijkheid dragen voor de begrotingsdoelstelling van provincies en gemeenten.

Er is op het niveau van de lokale besturen een wezenlijk onderscheid tussen begrotingen en rekeningen. Als het Instituut voor de Nationale Rekeningen appreciaties maakt, dan gaat dat niet over begrotingen, maar over rekeningen. Maar deze evidentie is blijkbaar nog niet tot iedereen doorgedrongen.

De gebrekkige kwaliteit van de ESR 1995-rekeningen van de lokale overheden is al vele jaren een aandachtspunt voor het Instituut voor de Nationale Rekeningen, de Hoge Raad van Financiën en Eurostat. De Nationale Bank verzamelt alle beschikbare gegevens op basis van een referentiejaar en gaat daarvan uit bij het maken van de rekeningen. Het Instituut voor de Nationale Rekeningen, de Hoge Raad van Financiën en Eurostat zijn van oordeel dat dit niet de ideale situatie is.

Om betere statistieken voor de lokale overheden te kunnen opmaken, dient het Instituut te beschikken over de rekeningen van de gemeenten, de provincies, de lokale politiezones en de OCMW's, die op een geïnformatiseerde, individuele en geharmoniseerde wijze zouden moeten worden bezorgd. Het Instituut vraagt dat al sinds 1980, maar blijkbaar vergt het van de Gewesten belangrijke investeringen en veel tijd om deze gegevens op die manier op te maken.

In feite zouden de Gewesten ervoor moeten zorgen dat dit in orde komt, de federale overheid is hierin immers niet bevoegd. Met het oog op het deblokken van de situatie, werd in het laatste samenwerkingsakkoord – dat van 15 december 2009 over de begrotingsdoelstellingen 2009 en 2010 – bepaald dat een werkgroep zich over die problematiek zou buigen.

De eerste vergadering van die werkgroep vond plaats op 25 januari 2010, in aanwezigheid van de Gemeenschappen en de Gewesten. Op de tweede vergadering, van 8 februari 2010, waarop enkel het Vlaamse Gewest aanwezig was, werd vastgesteld dat vooruitgang, bij ontstentenis van de door het INR gevraagde data, onmogelijk was.

Momenteel beschikt het Instituut enkel over de rekeningen van de Vlaamse gemeenten. Door het ontbreken van gelijkaardige data voor de andere Gewesten diende het Instituut zich te beperken tot een globale benadering van het lokale bestuursniveau.

Het Instituut heeft op 14 en 15 maart overlegd met vertegenwoordigers van de drie Gewesten. Hieruit is gebleken dat er sinds korte tijd gegevens beschikbaar zijn voor de gemeenten van het Waalse en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Tegen eind april zou het Instituut over die gegevens moeten kunnen beschikken. Het INR vraagt dat alle Gewesten inspanningen zouden leveren om op korte termijn de rekeningen van de provincies, de politiezones, de OCMW's en de autonome gemeentelijke bedrijven te bezorgen.

In het raam van het stabiliteitsprogramma moet België tegen midden april de Europese Commissie een inschatting bezorgen van het ESR-vorderingssaldo van de globale Belgische overheden, dus inbegrepen dat van de lokale besturen. Samen met de Gewesten en Gemeenschappen vormen zij entiteit 2.

Ingevolge het uitblijven van een sluitend engagement inzake de begrotingsdoelstellingen van de lokale overheden door de toezichthoudende overheden is men nu genooddacht te werken met statistische extrapolaties, op basis van rekeningen en cijfers van 1997 voor de OCMW's en van 2001 tot 2003 voor de gemeenten. Deze cijfers zijn niet beschikbaar per Gewest.

De Vlaamse overheid stelde voor om die extrapolatie te actualiseren en te werken met cijfers van de gemeenten tot 2009, maar dat laat nog steeds geen exacte ex ante-analyse van de vermoedelijke begrotingsprestaties van de lokale overheden toe.

De lacunes in de dataverstrekking op lokaal niveau moeten dus dringend worden weggewerkt. Samen met de premier en de minister van Financiën dring ik daar geregeld op aan. In de correspondentie hierover moet iedereen er goed op letten dat we het onderscheid tussen begrotingen en rekeningen respecteren. De Gewesten hebben verplichtingen om begrotingen in evenwicht in te dienen, maar dat volstaat niet om het schuldprobleem te regelen. Ik heb het vermoeden dat men, soms vanwege een politieke agenda, een en ander nogal eens gewild of ongewild door elkaar slaat.

01.03 Steven Vandeput (N-VA): Voor het stabiliteitsprogramma 2011 heeft men de begrotingsdoelstellingen van de lokale overheden nodig. Beschikt men op dit moment reeds over de correcte informatie?

01.04 Minister **Guy Vanhengel** (*Nederlands*): Daarvoor werken wij met ramingen die ons door het NIR worden bezorgd, al zouden harde cijfers natuurlijk veel beter zijn.

Inzake het stabiliteitspact zullen we ons houden aan wat ons wordt aanbevolen door de Hoge Raad van Financiën. Als neutrale partner kunnen zij de knoop doorhakken. De Raad heeft voor het stabiliteitspact een traject uitgetekend op basis van een debat onder de leden van de Raad, met vertegenwoordigers van de federale overheid en de Gemeenschappen en de Gewesten.

Dat traject kan ik aan de Europese instanties bezorgen, maar dan nog moeten wij intern het debat voeren over hoe de doelstellingen worden behaald. Er moeten dus verdelingen worden afgesproken tussen de federale overheid en entiteit 2 en binnen entiteit 2 tussen de Gewesten, de Gemeenschappen en de lokale besturen.

01.05 **Steven Vandeput** (N-VA): Ondertussen wekt men de indruk dat de gemeenten nog een bijkomende inspanning moeten doen met betrekking tot het stabiliteitsprogramma.

01.06 Minister **Guy Vanhengel** (*Nederlands*): Voor 2011 is de informatie van de lokale besturen, gemeenten, OCMW's en politiezones onbekend. De voogdijoverheden schieten daar te kort. In de werkgroep bestond overduidelijk te weinig voluntarisme om daaraan iets te doen.

Ondertussen hebben we wel bindende afspraken met de Europese Commissie: we moeten een stabiliteitsprogramma volgen. In feite zouden we ook intern zo een stabiliteitsprogramma moeten opstellen, waarbij de afspraken tussen de verschillende entiteiten even bindend zouden moeten zijn.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.47 uur.